

## **L'UE nuit gravement à notre santé**

Le 16 de ce mois, les États membres de l'UE se sont réunis une dernière fois pour voter le sort de l'herbicide glyphosate mais ils ne sont pas parvenus à exprimer un vote à la majorité qualifiée. Faute d'accord entre les États membres, la Commission est le dernier décisionnaire. Elle « va ainsi procéder au renouvellement de l'approbation du glyphosate pour une période de dix ans, sous réserve de certaines nouvelles conditions et restrictions » avant le 15 décembre 2023.

Cette décision (dès qu'elle sera confirmée) va à l'encontre du principe de précaution consacré par l'article 191 du traité sur le fonctionnement de l'UE. Les preuves de la dangerosité du glyphosate pour l'humanité et l'environnement sont pourtant nombreuses et le dossier d'évaluation de cet herbicide présente de multiples biais. Notons que le gouvernement français s'est à nouveau lamentablement abstenu comme il l'avait fait lors du premier tour de table en octobre. De façon générale, les lobbys des industries agrochimiques font le siège des parlementaires à Bruxelles, introduisant sans cesse des éléments masquant la toxicité de leurs pesticides et fongicides. Derrière toute cette entreprise mensongère des lobbys, se cache un drame : la destruction des abeilles et de tous les insectes pollinisateurs.

Mais ce n'est pas tout ! Nous apprenons que l'UE vient d'abandonner le projet de révision de la réglementation européenne REACH. Ce règlement adopté en 2006 avait pour objet de mettre en place un système intégré unique d'enregistrement, évaluation, autorisation et restriction des substances chimiques. La révision devait permettre à l'horizon 2030 d'interdire ou de restreindre massivement l'usage de produits chimiques dangereux présents dans de nombreux objets de consommation courante. L'évaluation des risques par famille de substances et non plus cas par cas devait être présentée à la fin 2022 ; elle a été repoussée plusieurs fois et n'est plus au programme des travaux de la Commission en 2024 ! Il n'est plus question non plus du projet visant à interdire l'exportation par les États membres de substances interdites en Europe. Une étude du Bureau Européen de l'Environnement a calculé que le retrait des substances chimiques les plus dangereuses permettrait une économie des dépenses de santé d'environ 12 milliards par an sans compter les effets positifs sur la fertilité des citoyen·nes mise à mal par cette mithridatisation que l'on nous impose pour ne pas nuire au milliards de profit des firmes chimiques.

**Le Parti de Gauche réaffirme son opposition à l'Europe des lobbys et des monopoles capitalistes. N'en attendons rien ! Sortons-en avec les pays qui veulent une Europe progressiste au service des peuples !**

## Parti de Gauche

Communiqué de presse

Le 21/11/2023 10:53

---

### CONTACT

**Stéphane JEUNEUX**

Parti de Gauche

0757181585 · [stephane.jeuneux.dafpg@proton.me](mailto:stephane.jeuneux.dafpg@proton.me)